

Srebrenica : il y a un an

Véronique Nahoum-Grappe*

LE 11 JUILLET 1995, les troupes de Mladic envahissaient Srebrenica. Cette ville avait été déclarée, au prix de son désarmement, première zone de sécurité de l'ONU, en même temps que Zepa en mai 1993. Zepa devait tomber le 27 juillet 1995. Le calvaire des populations civiles, commencé le 6 juillet, durera jusqu'au 21, date où l'enclave sera entièrement vidée de sa population, forcée d'évacuer. On compte maintenant 8 000 à 12 000 disparus, assassinés pour la plus grande part. Les témoignages des réfugiés, désormais connus, sont effrayants. Le dossier de *Médecins Sans Frontières*, présents jusqu'au bout dans l'enclave, a été publié en partie dès la rentrée 1995¹. Panique, accouchements dans la foule, hurlements des enfants, stupeur des vieillards. Une interrogation dominait le tout : que faire ? S'enfuir dans la file qui s'étirait sur 10 km à travers la montagne, passer six jours sans sommeil, parcourir 40 km, pieds nus, dans des chemins de chèvres, en s'exposant aux mines et aux embuscades ? La fatigue qui pousse au délire, la rencontre avec des cadavres, des blessés où l'on cherche un membre de la famille et qu'on ne peut aider. Certains, à bout, se suicident avec des grenades. Des amas de vêtements, d'enfants aussi, des groupes de cadavres encore dans leur position au moment de la mort ont été retrouvés par les équipes d'observateurs encore tout récemment dans les collines autour de Srebrenica². Des

* A dirigé en 1993 aux éditions Esprit, *Vukovar, Sarajevo... La guerre en ex-Yougoslavie*.

1. *Messages*. Journal interne des Médecins sans frontières, n° 81, p. 3-7.

2. Voir l'article de Christian Lecomte dans *Ouest-France* du 10 avril 1996 et l'article de Nicole du Roy dans *Télérama*, n° 2415, p. 13 et suiv. En août 1995 à l'hôpital Kosevo de Sarajevo, j'ai recueilli le témoignage de trois jeunes blessés de Srebrenica qui se sont dirigés vers Zepa. Leur première phrase a été : « Attendez, comprenez que nous n'avons pas vu d'étrangers depuis plus de trois ans, qui êtes vous ? » La curiosité humaine de ces jeunes gens invalides était poignante. Ce témoignage a été publié intégralement en août 1995 dans *El País* en Espagne par Juan Goytisolo.

groupes ont été mis nus avant d'être assassinés, souvent à bout portant comme en témoignent les blessures. Tous ont été détroussés et pillés : le nettoyage ethnique est aussi une vaste entreprise de vol, tous les biens collectifs et personnels des victimes se retrouvent entre les mains des purificateurs ethniques. Les personnes qui s'enfuient prennent un chemin, puis un autre, certains se dirigent vers Zepa, d'autres vers la Serbie toute proche, un pays qui leur semblait plus normal que la Bosnie serbe, malgré tout, d'autres encore vont errer des mois dans les montagnes : tout l'été, tout l'hiver, des petits groupes exténués sont arrivés en territoire bosniaque et on suppose que d'autres errent encore. Les charniers ne sont pas gardés, les roues des tracteurs passent sur les fémurs, les paysans serbes « n'ont rien vu ». La vitesse avec laquelle les camions et les bus qui ont emmenés les hommes triés est citée dans de nombreux témoignages. On sait maintenant, grâce au dossier de la CIA³ appuyé aussi par des photographies aériennes, que trois semaines à l'avance les camions et les bus avaient été rassemblés dans un lieu proche, prêts à l'action. Les hommes de Srebrenica ont été en partie systématiquement assassinés, rangés par paquets de dix, comme le précise un jeune officier de l'armée fédérale, croate de nationalité, qui a décidé de passer aux aveux à La Haye. Certains charniers ont été repérés et visités par des équipes internationales au cours de l'hiver 1995-1996⁴.

La conférence internationale de Londres tenue pendant la semaine même du cauchemar décide de former un « cercle rouge » autour de Gorazde *avant que Zepa ne soit tombée*, montrant par là le rôle de ce type de conférence : une non-action en face des écrans, un soutien au meurtre en train de se commettre.

Parfois, la durée et le recul manquent cruellement pour lire une guerre en temps réel. Mais le temps passe et le cours des choses devient linéaire : la première vague de l'épuration ethnique en Bosnie effectuée en 1992-1993 avait transformé les aires de Srebrenica, Zepa et Gorazde en enclaves bondées de réfugiés (100 000 personnes) complètement assiégées, un siège bien plus fermé que celui de Sarajevo. Les témoignages des membres de *Médecins Sans Frontières*, ceux de hauts responsables du HCR (tenus par le devoir de réserve⁵), ceux de responsables militaires, comme le général français

3. Voir "Bosnia, What the CIA didn't tell us", Charles Lane and Thom Shanker, *The New York Review of Books*, 11 avril 1996.

4. Visites des juristes du tribunal, visites d'observateurs et de journalistes. Ces charniers, connus grâce aux photographies aériennes, ont pratiquement été filmés au moment des massacres. Ils ne peuvent plus être dissimulés, alors que de nombreux témoignages ont fait état de tentatives pour faire disparaître d'autres sites en Bosnie centrale serbe.

5. Témoignages recueillis directement par l'auteur de ces lignes quelque temps après les événements. D'une façon générale, tous les exemples présentés sont issus de sources recueillies par l'auteur directement auprès de responsables et de témoins dignes de foi, et recoupés avec d'autres sources autant que possible.

Morillon et enfin ceux des réfugiés eux-mêmes ont permis de reconstruire l'histoire de cette région, ainsi que de mieux définir cette première phase du « nettoyage ethnique » : une agression militaire d'un espace civil, l'armée fédérale yougoslave (épuration au préalable par Milosevic de ses éléments non serbes et serbes opposants⁶) fondant sur une fraction de la population yougoslave, définie à la fois « ethniquement » (les non-Serbes) et politiquement (les opposants de toutes ethnies). Dans cette phase⁷, l'assassinat de masse est plus fréquent pour les hommes que pour les femmes. Ces dernières seront en revanche l'objet de tortures sexuelles et de viols plus systématiques et délibérés que dans d'autres guerres (mais cette dissymétrie ne doit pas masquer le fait que de nombreux hommes seront l'objet des tortures sexuelles et que de nombreuses femmes sont assassinées). La déportation et l'internement dans des camps, les tortures, le travail forcé, la dénutrition et les assassinats massifs seront pratiqués. Ce qui se passe à Srebrenica en juillet 1995 n'est que la reprise de ce modèle dont l'organisation démontre la préméditation.

Une politique délibérée

La phase militaire de l'épuration ethnique ne doit pas faire oublier ses autres aspects bureaucratique, administratif et policier dans les régions où l'armée n'était pas présente mais où le pouvoir a été pris en main par les tenants de la nouvelle politique comme dans la région de Banja Luka par exemple. Là aussi les témoignages s'accumulent : marquage des maisons « non serbes » d'un cercle bleu et d'une croix, interdiction pour eux d'exercer leur travail, mais instauration du travail forcé, plastiquage des boutiques et menaces téléphoniques, terreur nocturne. Un témoin étranger, tenu par son devoir de réserve, nous a parlé de la terreur de ces familles dont la petite fille grandit et devient belle. Et de cette femme âgée qui

6. Depuis 1989-1990, l'épuration politique et ethnique des corps diplomatiques (toutes les ambassades à l'étranger), politiques (le parti), administratifs et militaires était en cours selon des procédures tout à fait propres aux manières de faire du parti unique stalinien : « Repérer, isoler, éliminer » (Staline). La phase d'isolation est capitale et peut durer le temps qu'il faut, comme le montre le témoignage d'un ancien ambassadeur que nous avons recueilli ; elle peut entraîner le départ volontaire de celui qui est visé, des signes obliques ténus mais insidieux venus d'en haut (administratifs, techniques, etc.) construisent un mur d'impuissance et de solitude politique pénible, doublé d'un sentiment croissant de sourde menace.

7. Depuis 1993, date de notre premier travail collectif à *Esprit* (*Vukovar, Sarajevo... la guerre en ex-Yougoslavie*), les documents se sont accumulés, venus d'horizons différents, tous accablants et confirmant les pires aspects que nous avions alors dénoncés : le dernier dossier de l'ONU déposé en mai 1994 à Genève définit l'épuration ethnique comme un génocide dont le pouvoir serbe de Belgrade-Pale porte la responsabilité massive et principale. Signalons la traduction de *The aggression on Bosnia and genocide against bosniacs 1991-1993*, Dr Smail Cerić, Sarajevo 1995, document qui récapitule les très sérieuses enquêtes de the *Institute for the research of crimes against humanity and international law* de Sarajevo.

Srebrenica : il y a un an

avant de quitter sa maison après une dernière menace lave ses rideaux et fait le ménage toute la nuit chez elle, par dignité. Et du martyre de cette mère seule avec ses sept enfants, qui n'a pu se sauver, ni se défendre, ni les défendre des viols répétés, collectifs. Le dossier de Banja Luka, ville charmante où la terrasse du restaurant à la mode donne sur un beau gazon, celui-là même qui a poussé sur l'emplacement de la plus vieille mosquée de la région, monument historique et patrimoine de l'humanité, soigneusement arasé, devra être pris en compte de manière spécifique par les juristes et les historiens.

Soulignons ici le rôle sociologique de l'impunité lorsqu'elle est accordée par l'administration politique aux responsables civils des pires crimes : à condition que ceux-ci frappent la fraction de la population définie comme à éliminer. Certains voisins, collègues, élèves ou professeurs (car il y a eu des élèves pour humilier et violer publiquement des professeurs non serbes, il y a eu des instituteurs qui se sont retrouvés gardiens du camp de concentration où étaient martyrisés leurs élèves) *accompagnent ou forment les milices* qui pillent, forcent le voisin à travailler gratuitement pour eux, violent, tuent, jouent avec la terreur de l'autre, surtout si cet autre possède une belle maison qu'il est possible de s'approprier en toute légalité. L'épuration ethnique dans la région de Banja Luka c'est cela : le saccage du lien social grâce à l'offre faite à une partie de la population (les Serbes non opposants) de pouvoir « tout » faire à certains de leurs voisins, de pouvoir effectuer des virées criminelles dans des villages entiers (« repérés, isolés, éliminables ») définis « ethniquement », de façon productive pour eux puisque leur fortune en biens matériels s'en trouve accrue. Il faudra aussi faire l'histoire du vol, cette passion sociale trop enfantine pour susciter l'intérêt des théories sociologiques ou psychanalytiques, mais très persuasive, irrésistible et peu porteuse de culpabilité : il y a trop de plaisir à voler, un plaisir d'enfant et de prédateur que le sujet se pardonne aisément à soi-même. Le plaisir du vol est bien plus fréquent, anodin et agissant dans les choix criminels que celui, énigmatique, du viol collectif sur ordre. La population non serbe de la région de Banja Luka est passée de 40 % (parfois 80 % dans certaines zones) à *moins de trois pour cent*. Encore maintenant, en avril-mai 1996, des non-Serbes passent les frontières, dépouillés de tous leurs biens, chassés par la terreur de leurs maisons.

Revenons à Srebrenica : juillet 1995, les troupes de Mladic s'emparent de la zone puis de celle de Zepa, ville perchée sur un site difficilement accessible et dont l'héroïque résistance lors de la dernière guerre s'est reproduite ici contre les armées ultra-nationalistes serbes. Les caméras filment Mladic tapotant les joues de l'enfant

Srebrenica : il y a un an

dont il va assassiner le père, et les hollandais de la Forpronu trinquant avec lui. Toute une population est triée selon l'âge et le sexe. Zepa et Srebrenica sont donc épurées.

De nombreuses rumeurs couraient sur le compte des Hollandais de la Forpronu présents dans cette zone : ils étaient des anciens de guerres coloniales et fraternisaient souvent avec les Serbes (comme bien des Français volontaires, militants de la cause française en Algérie, qui appelaient « bousniouques » les Bosniaques), ils auraient pris l'habitude de lancer des bonbons dans les champs minés pour y faire courir les enfants bosniaques. Ne parlons même pas de cet officier de la Forpronu (russe) qui est carrément passé dans les rangs serbes pendant l'agression et que l'on a revu aux côtés de Mladic. Ne parlons pas des trafics en tout genre et de la revente aux populations de l'aide humanitaire de la part de contingents peu fortunés de la Forpronu. Ne parlons pas de cette première année sur l'aéroport de Sarajevo, avant la construction du tunnel bosniaque, quand les Français de la Forpronu allumaient la nuit les projecteurs, qui éclairaient une piste où des civils fuyaient pendant que les Serbes tiraient. Ne parlons pas de cette fatigue d'un responsable bosniaque lorsqu'il nous a demandé « dites aux Français de la Forpronu de cesser de publier tous les matins le mouvement de nos troupes » ce qui constituait une aide militaire permanente aux assiégés, et sciait à la base les tentatives désespérées d'une infanterie bosniaque tragiquement sous-armée pour libérer la ville. Ne citons pas ces cas de militaires américains et français de la Forpronu suspectés d'avoir participé aux viols systématiques. Il y a eu aussi des militaires de cette même Forpronu généreux, héroïques, bouleversés par ce qu'ils voyaient. Il n'y a pas eu que des anciens d'Algérie anti-« bougnoules » ou des fils d'immigrés « yougoslaves » de Belgrade (parlant la langue et fanatiquement pro-serbes) comme volontaires dans ces corps où la solde était conséquente. L'armée française s'est fracturée sur cette question : il y a aussi ceux qui ont compris l'enfer que vivaient les victimes.

Le rôle des forces internationales

Mais insistons sur la région de Srebrenica-Zepa dont l'histoire offre le résumé tragique du conflit. Le bilan de ce qui a été effectué par les forces internationales se situe à différents niveaux : en premier, une fois de plus, les résolutions votées n'ont pas été appliquées et les enclaves désarmées par Morillon en 1993 – alors que les Serbes n'avaient pas été désarmés symétriquement – contre l'échange d'une protection internationale ont été livrées sans combat (ce point est attesté par de nombreux témoignages) aux troupes de

Mladic. Alors que des bombardements contre les milices de Mladic ont été demandés par le bataillon des Hollandais de la Forpronu, le général français Janvier les a refusés. Pourquoi ? Déjà la presse internationale a cité le dossier des renseignements généraux américains dénonçant le général Rose, qui en 1994 lors d'une attaque de l'enclave de Bihac aurait délibérément empêché les bombardements pourtant décidés⁸. A Zepa, c'est sous les uniformes de la Forpronu, volés aux français⁹ quelques mois avant, que les troupes de Mladic ont tenté de tromper les populations civiles réfugiées dans les montagnes difficiles d'accès. Les massacres sont été filmés en temps réel par les satellites américains, notamment celui de Breko au printemps 1992. Personne ne pouvait penser que l'armée de Mladic ne ferait pas à Srebrenica ce qu'elle a fait partout ailleurs, à savoir la purification ethnique, c'est-à-dire les massacres de masse, les tortures, les viols, la déportation systématique des populations et leur échange, le vol total de leurs biens. La promesse de protection internationale n'a pas été tenue. Dans une tragédie de Corneille, sous la plume d'un Victor Hugo, cela aurait pour nom trahison.

Si l'hypothèse avancée par la presse hollandaise¹⁰ se trouve avérée, selon laquelle le président français Jacques Chirac aurait négocié avec Milosevic dans un coup de fil direct (qui démontrerait du même coup que le pouvoir français sait désigner l'interlocuteur réel quand il le faut), la libération des 300 casques bleus en otage contre la promesse d'un retard d'un jour au moins des bombardements en cas d'attaque de Srebrenica, l'histoire de l'« impuissance de l'ONU » se trouverait enrichie d'une donnée nouvelle : il s'agirait alors de choix délibérés, de tactiques. Ce *gentlemen agreement* dont les modalités auraient été préparées lors de la rencontre le 4 juin 1995 à Mali Zvornik entre le général Janvier, commandant français de la Forpronu et les généraux Mladic (commandant des forces serbes en Bosnie) et Perisic (général de l'armée fédérale JNA, aux ordres directs de Milosevic) aurait sauvé nos recrues. Il ne s'agirait donc pas là seulement d'une « faillite » du mandat minimal de cet organisme bureaucratique qui coûte si cher, à savoir au moins de protéger les populations civiles, mais plus précisément de son retournement exact : *ici ce sont les populations civiles bosniaques qui ont été sacrifiées délibérément pour sauver nos casques bleu* et notre président du déshonneur médiatique, lourd de conséquences élec-

8. Dans *The Guardian*, Londres, 29 janvier. Une des sources du dossier sont l'écoute des communications téléphoniques de Rose lui-même.

9. En mai 1995, les troupes serbes auraient piraté les données informatiques des Français de la Forpronu et ces derniers ont livrés en état de marche des chars, des fusils de première qualité, du matériel militaire de pointe, etc., le vol de tenues militaires avait eu lieu un peu avant.

10. Le *NRC Handelsblad*, 29 mai 1996, « Les Nations unies ont sciemment abandonné Srebrenica », voir le *Courrier International*, n° 292, juin 1996, p. 11.

torales. L'attitude du général Janvier serait alors claire, comme celle de Michael Rose citée plus haut : ces généraux sous mandat de l'ONU reçoivent leurs ordres de leurs chefs nationaux respectifs, *et ces derniers poursuivent leur politique propre*.

L'épilogue est le suivant : les disparus de Srebrenica, recherchés par leurs familles, ont leur nom consignés par le HCR et le CICR. Parfois, certains surgissent des montagnes, entrent en zone bosniaque et tentent d'y retrouver leurs familles. Par ailleurs, un groupe important d'hommes de Srebrenica avaient été faits prisonniers en juillet-août 1995 en zone serbe. Certains d'entre eux ont été sortis des prisons serbes par le HCR et envoyés en Irlande, en Australie et en France cet hiver 1995-1996. En janvier 1996, sont arrivés en France 79 individus âgés de 16 à 57 ans, artisans, agriculteurs, bergers, ouvriers, magistrats, enseignants. Certains ont été détenus dans les camps de Mitrovo polje, et tous dans celui de Slivovica, *camps situés en République Fédérale Yougoslave*. Par la suite, l'un d'entre eux, un jeune Bosniaque que sa femme et ses deux jeunes enfants attendaient en Bosnie s'est suicidé, « des suites psychiatriques dues aux conditions de détention en Serbie », selon les proches. Ils seraient de 2 000 à 3 000 à avoir fait ce choix de la Serbie pensant qu'il « s'agissait d'un pays en paix où nous serions bien traités¹¹ ». Les trois groupes présents en France ont clairement laissé entendre qu'ils ne pouvaient pas donner des détails sur les conditions de leur détention sans mettre en danger de nombreux autres prisonniers : « après ce que nous avons subi dans les camps en Serbie, il aurait mieux valu traverser les lignes de front vers la Bosnie comme les autres, même au risque d'y perdre la vie¹² ». Le groupe accueilli en Irlande a été plus clair, les conditions de détentions en Serbie sont celles de camps concentrationnaires, avec tortures et assassinats, les morts de faim et la perte de vingt à trente kilogrammes par personne. On espère que la CICR et le HCR, si discrets, se posent la question *des camps de concentration en Serbie même pendant toute la guerre et maintenant encore*. L'extrême discrétion sur ce point est liée à la volonté politique générale de protéger Milosevic.

Autre épilogue à la tragédie de Srebrenica : un groupe de huit personnes dont un père et un fils (60 et 16 ans : il faut préciser ce point car l'IFOR prétend qu'il s'agit d'un « commando ») erraient depuis neuf mois en territoire serbe. Ils se sont rendus à un contingent de l'IFOR américain le 10 mai 1996¹³. Les noms donnés correspondaient à ceux qui figurent dans la liste des disparus et les fa-

11. Dossier MSF, *Situation psychologique d'un groupe d'ex-détenus bosniaques libérés des camps de détention serbes situés en République Fédérale de Yougoslavie*, février-mars 1996, p. 9.

12. *Ibid.*

13. Édition internationale de *Newsweek*, 27 mai 1996, p. 13 "Who can trust IFOR?".

Srebrenica : il y a un an

milles auraient pu venir les reconnaître. L'IFOR, qui laisse passer Mladic et Karadjic les a livrés... aux Serbes. La CICR a confirmé après visite qu'ils étaient torturés, la police serbe prétendant qu'ils étaient des criminels de guerre impliqués dans le meurtre à l'arme blanche de quatre bûcherons serbes, meurtre qui s'est produit à 40 kilomètres du lieu de leur arrestation. Un membre de ce groupe aurait été tué par la police serbe. On n'a aucune nouvelle des sept autres. A Sarajevo, la rumeur de leur mort circule mais le CICR n'a rien confirmé.

Le moins que l'on puisse dire est qu'il fallait permettre aux familles de venir reconnaître ces hommes dont les noms figuraient sur la liste des disparus, même s'il s'agissait « d'un commando » (hypothèse à vrai dire grotesque). Ces hommes et jeunes gens sont des martyrs : ils ont vécu tous les cauchemars de la guerre, les premières vagues de purification ethnique en 1992, un siège terrible où la faim s'oublie lorsque l'enfant tiré à vue tombe à côté de soi, où l'ami blessé chante pendant l'opération sans anesthésie à cause des doses de rakia ingurgitées, puis la terreur de l'agression victorieuse, celle de la fuite, de l'errance en terre ennemie. Qu'auraient-ils raconté ? Quelles hospitalités généreuses, quelles douleurs, quels épisodes imprévus à jamais perdus pour la mémoire humaine ? Enfin la trahison de la Force Internationale qui, là encore, aide les assassins à bien terminer leur entreprise de mort.

L'action des forces internationales dans cette guerre peut se résumer à un ralentissement du rythme de la purification ethnique armée, certes, mais aussi à sa cogestion par étape, avec des reculades et des surenchères, aux cotés de Milosevic et Mladic. Le refus de lever un embargo sur les armes a maintenu les nations victimes et surtout les Bosniaques dans un tragique rapport de forces militaires défavorable pendant toute la durée du conflit armé. L'installation en 1991 de la Fropronu sur les nouvelles frontières dessinées par la force apparaît rétrospectivement comme une manière d'installer dans la réalité les acquis de l'agresseur.

La nature du régime de Belgrade

Le temps passe, condition nécessaire pour que se dessine une sorte de trame chronologique et logique. Trame chronologique mais aussi logique parce que l'histoire est ainsi faite qu'il y a des occurrences majeures et des dissymétries définitives : la résistance bosniaque à Bihac pendant l'été et la fin de l'année 1994 – notamment grâce au général Dudakovic, génial tacticien bosniaque – a été le véritable tournant de la guerre, à la surprise générale : souvenons-nous, en juillet 1994, lors d'une grande et terrible offensive

serbe sur Bihac abandonnée à son sort, la presse américaine a titré « les Serbes ont gagné ». Or c'était l'année où, en fait, la résistance armée bosniaque retournait insensiblement la situation. Bihac n'est jamais tombée et n'a jamais été défendue par la Forpronu.

La Serbie elle-même n'a jamais été attaquée, ni Belgrade bombardée, et le pouvoir de Belgrade Pale est responsable de plus de 90 % de cette forme de génocide que constitue le nettoyage ethnique. Le peuple serbe est sans doute la pire victime psychologique de la guerre : au nom de leur mémoire historique caricaturée on leur a fait faire ce dont ils se croyaient les victimes, car c'est bien la propagande serbe première mouture (1986 – juin-juillet 1994) qui donne le programme des crimes qui se sont produits depuis cinq ans sur un tiers de la Croatie et les deux tiers de la Bosnie, et depuis 1989 surtout au Kosovo.

La question clef est celle de la nature du régime à Belgrade. L'histoire n'est pas faite et ne pourra l'être vraiment que dans ce pays une fois libéré : le rôle joué par le couple des Milosevic et la fraction socio-politique qu'ils représentent, le noyau dur de l'appareil du parti qui forme la structure même de l'État et des institutions les plus importantes (université, armée, police, haute finance internationale, etc.) est très important : il s'agit donc de la fraction dure du parti « yougoslave » qui a adopté provisoirement en 1987, 1988 et 1989 comme nouvelle ligne officielle le nationalisme serbe littéraire (Dobrica Cosic est ici le personnage central jusqu'à son éviction par Milosevic) et populiste : Jovan Raskovic et Karadjic, psychiatres et tribuns du peuple ont alimenté la propagande d'une rhétorique « ethnopsychiatrique » si l'on peut dire, en donnant consistance à des notions comme « l'*ethos* et l'*ethnos* d'un peuple », ou « inconscient collectif », l'« esprit d'un peuple » et « âme collective », etc. : le lien ancien entre l'église orthodoxe et le parti (comme en Roumanie par exemple) a été revitalisé, et le thème de la Serbie « céleste » supérieure aux autres parce qu'élue par Dieu pour souffrir de génocides atroces s'est marié avec les autres arguments de supériorité de la « verticalité serbe ». Le message nationaliste était alors assez polyphonique pour séduire des groupes hétérogènes : paysans anti-titistes et religieux des montagnes, intellectuels et artistes athées mais anti-parti des villes, commerçants et classes moyennes éprises de renouveau économique libéral (jamais réalisé) et identitaire national à la fois.

L'originalité de ce type de régime est une immense plasticité dans l'adoption des lignes officielles, ligne maintenant délestée de toute grille rhétorique obligée comme jadis avec la langue de bois : ainsi depuis 1986, on a vu se succéder, et parfois s'affirmer ensemble, un yougoslavisme communiste sophistiqué et plein de mépris envers

les « nationalismes » toujours archaïques et sauvages (Madame Milosevic est caractéristique de cette tendance), puis un nationalisme dogmatique poétique et guerrier (1989-1994). Enfin, dans un renversement cul par-dessus tête, Belgrade prône dorénavant un pacifisme moraliste (« plus jamais ça ! ») et fin de siècle proclamant « comme c'est triste quand le frère tue le frère, mon frère », pacifisme assez barbouillé idéologiquement pour que les démocrates sur canapé lointains le digèrent en applaudissant.

Milosevic s'est toujours approprié lors de retournements clefs les énoncés et les slogans de ses ennemis politiques, leur coupant l'herbe sous les pieds : en 1989 il s'est mis à la tête des manifestations antiparti, pour sauver le parti. Et en 1994, il a repris à son compte les mots d'ordre du mouvement de la paix qui depuis quatre ans se battait contre lui, pour sauver sa guerre. Une action politique de répression sur le terrain, qui cesse d'être violente dès qu'elle est socialement perçue et dénoncée, un travail de sape et de limitation des opposants de type stalinien (« repérer, isoler, éliminer ») avec coups de fil menaçants, problèmes administratifs et même accidents divers, a érodé une opposition conservée pourtant comme « parure », selon l'expression de l'écrivain serbe Vidoslav Stevanovic – « l'opposition en Serbie, c'est un bijou pour Milosevic, une bague sur la main », nous avait-il dit en 1995. L'opposition étudiante des grandes manifestations contre la guerre tenues à Belgrade avant celle-ci a été décimée par la guerre : ces étudiants ont été placés en premières lignes et dans des conditions périlleuses pour eux, avec les autres recrues de la conscription forcée, Albanais du Kosovo, Roms de Serbie, etc.

La tactique roumaine stalinienne contre les Ceaucescu, consistant à théâtraliser des méchants bien reconnaissables, et à les sacrifier sur l'autel cathodique pour mieux sauver le système qui les a créés est actuellement utilisée contre Karadjic : il sera sacrifié ou non, selon l'opportunité. Mais Milosevic ne peut accepter de livrer Mladic, officier de l'armée fédérale payé par elle, présent sur le front de la guerre depuis les provocations à Knin en 1991, où il tapotait déjà la joue des enfants dont il allait tuer les pères, jusqu'à Srebrenica, et qui a toujours été prendre ses ordres à Belgrade.

Véronique Nahoum-Grappe